

[sudouest.fr](https://www.sudouest.fr)

Libournais : un comité citoyen proteste contre le projet de rachat de l'aérodrome des Artigues-de-Lussac

5-6 minutes

Le collectif stigmatise un projet destiné aux jets privés « des ultra-riches ». Pour la Cali et la Communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais, il s'agit avant tout de développement économique et d'emplois

Le communiqué de presse n'y va pas par quatre chemins. « Un mouvement citoyen s'organise contre l'extension de l'aérodrome des Artigues-de-Lussac pour le transformer en aéroport de jets privés ! » Ce collectif à l'origine d'une pétition en ligne contre le projet porté par la Cali et la Communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais, [le rachat et l'aménagement dudit aérodrome](#), propriété de la Chambre de commerce Bordeaux-Gironde, entend fédérer les sensibilités écologiques contre un dossier qu'ils qualifient de « non-sens climatique, écologique et social ».

Les élus locaux, le président de la Cali Philippe Buisson et le vice-président de la communauté de communes du Grand Saint-Émilionnais Philippe Béchau, avouent leur

incompréhension, mettant en avant la valorisation d'un site existant dans le cadre d'un projet de développement économique, avec une augmentation éventuelle du trafic jugée « marginale ».

« **Pour les plus riches** »

« Ils veulent faire de l'aérodrome actuel un lieu dédié à l'aviation d'affaires avec un passage de 400 à 500 jets privés par an », argumentent Sébastien Rousselle et Sabrina Marsant, représentant le collectif. Les militants demandent dans un premier temps l'abandon du projet de développement du site. Mais aussi, à terme, la fermeture de l'aérodrome actuel « et la mise en place d'un projet de développement dédié à la transition pour des emplois d'avenir et de qualité ». « Nous avons été interpellés par le budget alloué au projet, plus de six millions d'euros, porté sur un secteur voué à décliner. C'est une nouvelle fois de l'argent investi pour les besoins des plus riches. C'est un projet anachronique. Et un contresens absolu dans un contexte de lutte contre la pollution et le réchauffement climatique. »

Sur le même sujet



La pétition mise en ligne sur le site [GreenVoice](#) (1) affiche un

peu plus de 6 500 signatures. Pas nécessairement d'acteurs directement concernés, admettent-ils, ce qui est le lot de toutes pétitions en ligne. « Nous sommes là parce que nous sommes soucieux d'écologie et d'équité sociale, commente le binôme. Nous ne résidons pas nous-même à proximité du site, mais nous avons réuni de nombreux riverains à l'occasion d'une réunion d'information. Nous voulons agir pour le territoire ». Une action pour laquelle ils revendiquent le soutien « de Greenpeace, Extinction rébellion, News the climate, Action non violente, Il est encore temps, EELV, du Biotope festival et du collectif des opposants au projet du Maine-Pommier. »

« **Créer des emplois** »

Les élus locaux, de leur côté, mettent en avant la nécessité de valoriser ce site déjà dédié au développement économique « dans l'ensemble des documents d'urbanisme ». « Il s'agit d'abord de structurer une zone d'activité autour d'entreprises en lien avec l'aéronautique », explique Philippe Béchau, qui récuse le terme « aéroport », utilisé selon lui abusivement. « L'aérodrome restera un aérodrome. Ce n'est pas du tout ce qui est en jeu. » Il s'agit avant tout, argumente l'édile, de répondre à une demande d'entreprises attirées par le territoire. Avec ce que cela comporte comme potentiel d'emplois. « La Gironde accueille 20 000 habitants de plus par an. Ce sont des gens que l'on doit accueillir et loger, qui cherchent du travail, avance l' élu. C'est ça l'enjeu d'une zone économique. Et de trouver du travail à nos jeunes, qui ne rêvent pas d'aller travailler dans la vigne, quand bien même il

y a pléthore de travail. »

Philippe Buisson ne dit rien d'autre. L'élus libournais regrette de voir certains de ses propos montés en épingle. « Il s'agit d'attirer des entreprises en lien avec l'aéronautique aux abords de l'aérodrome. Sachant que les zones d'Izon, Saint-Denis ou des Dagueys à Libourne sont pleines, que Coutras le sera. Et ensuite, s'il y a lieu, d'agrandir la piste de quelques mètres et l'élargir pour effectivement accueillir des jets privés », précise l'élus libournais. « Il y a dans le domaine du vin, des investisseurs qui viennent de loin. Et sur le territoire, des entreprises d'envergure internationale comme Ceva Santé Animale, qui conserve son siège social à Libourne, qui auraient l'usage d'un tel équipement. Une étude de marché a été faite. 500 rotations par an, c'est à peine plus d'une par jour, ce n'est pas Roissy ou Notre-Dame-des-Landes. » Pour des avions qui, souligne de son côté Philippe Béchau, « atterrissent de toute manière à Bordeaux, avec des investisseurs qui rejoignent le territoire en hélicoptère ou en voiture. Où est le bonus ? »